

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages au premier trimestre de l'année 2020.....	3
Situation économique nationale en 2019.....	4



Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

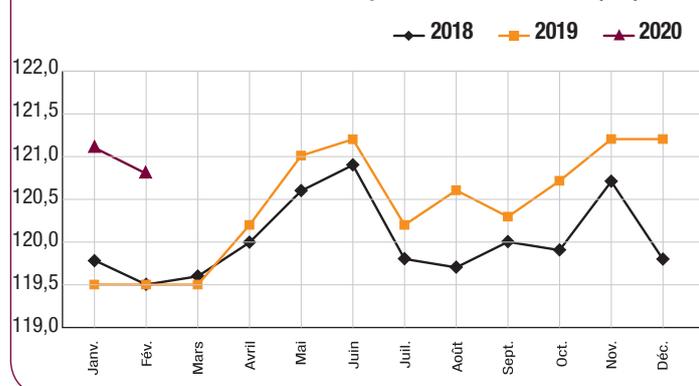
Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de février 2020, une baisse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,3% de l'indice des produits alimentaires et de 0,2% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 1,1% au cours du mois de février 2020.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des deux premiers mois de 2020, par rapport à celui de la même période de 2019, s'établit à 1,3%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JANV. 2020	FEV. 2020	VAR. %	2019	2020	VAR. %
Produits alimentaires	128,1	127,7	- 0,3	126,3	127,9	1,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	126,8	126,4	- 0,3	125,0	126,6	1,3
Boissons alcoolisées et tabac	159,4	159,4	0,0	159,4	159,4	0,0
Produits non alimentaires	115,6	115,4	- 0,2	114,1	115,5	1,2
Articles d'habillements et chaussures	119,1	119,0	- 0,1	117,5	119,1	1,4
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	117,6	117,6	0,0	117,0	117,6	0,5
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	112,6	112,6	0,0	112,1	112,6	0,4
Santé	107,4	107,7	0,3	106,6	107,6	0,9
Transport	113,3	111,9	- 1,2	109,5	112,6	2,8
Communication	59,5	59,5	0,0	59,6	59,5	- 0,2
Loisirs et culture	101,5	101,6	0,1	99,9	101,6	1,7
Enseignement	157,6	157,6	0,0	153,5	157,6	2,7
Restaurants et hôtels	134,8	134,8	0,0	133,0	134,8	1,4
Biens et services divers	124,6	124,6	0,0	123,0	124,6	1,3
Indice général	121,1	120,8	- 0,2	119,5	121,0	1,3

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JANV. 2020	FEV. 2020	VAR. %	2019	2020	VAR. %
Agadir	118,5	118,3	- 0,2	117,2	118,4	1,0
Casablanca	124,3	124,0	- 0,2	122,7	124,2	1,2
Fès	123,5	123,0	- 0,4	121,0	123,3	1,9
Kénitra	118,9	118,8	- 0,1	118,1	118,9	0,7
Marrakech	121,0	120,9	- 0,1	118,6	121,0	2,0
Oujda	118,1	117,7	- 0,3	117,3	117,9	0,5
Rabat	118,0	118,1	0,1	116,8	118,1	1,1
Tétouan	120,5	120,5	0,0	119,4	120,5	0,9
Meknès	123,4	122,4	- 0,8	121,2	122,9	1,4
Tanger	123,1	122,9	- 0,2	120,7	123,0	1,9
Laâyoune	122,9	123,1	0,2	121,7	123,0	1,1
Dakhla	122,8	122,9	0,1	121,6	122,9	1,1
Guelmim	121,9	121,9	0,0	118,7	121,9	2,7
Settat	119,6	119,0	- 0,5	117,2	119,3	1,8
Safi	117,4	116,2	- 1,0	115,0	116,8	1,6
Beni-Mellal	119,3	119,2	- 0,1	117,2	119,3	1,8
Al-Hoceïma	121,2	121,1	- 0,1	118,7	121,2	2,1
Ensemble	121,1	120,8	- 0,2	119,5	121,0	1,3

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Au cours du mois de février de l'année 2020, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes de l'IPC ont été enregistrées à Safi avec 1,0%, à Meknès avec 0,8%, à Settat avec 0,5%, à Fès avec 0,4%, à Oujda avec 0,3% et à Agadir, Casablanca et Tanger avec 0,2%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Laâyoune avec 0,2% et à Rabat et Dakhla avec 0,1%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des deux premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019 les hausses les plus importantes à Guelmim avec 2,7%, à Al-Hoceïma avec 2,1%, à Marrakech avec 2,0%, à Fès et Tanger avec 1,9% et à Settat et Beni-Mellal avec 1,8% ; et les moins importantes à Oujda avec 0,5%, à Kénitra avec 0,7%, à Tétouan avec 0,9% et à Agadir avec 1,0%.

Evolution des variations interannuelles de 2018 à 2020

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	FEVRIER/FEVRIER (1)	LES DEUX PREMIERS MOIS (2)
2018	1,8	1,9
2019	0,0	- 0,3
2020	1,1	1,3

Source : Haut-Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des deux premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à Février		
	2019	2020	VAR.%
Pêche			
Produits commercialisés de la pêche côtière et artisanale			
Poids (en Tonne)	191 536	185 030	- 3,4
Valeur (en milliers de Dh)	1 668 814	1 664 658	- 0,2

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à Février		
	2019	2020	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	5 966	6 191	3,8
Mines			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	5 534	5 303	- 4,2
Bâtiment et Travaux publics			
Consommation du ciment (milliers de tonnes)	2 295	2 397	4,4

Sources : ONEE, OCP et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Février		
	2019	2020	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	68 196	70 381	3,2
Biens	40 646	41 923	3,1
Services	27 550	28 458	3,3
Importations	82 977	86 238	3,9
Biens	68 181	70 300	3,1
Services	14 796	15 938	7,7
Solde commercial	- 14 781	- 15 857	7,3
Taux de couverture (en %)	82,2	81,6	
Recettes M.R.E.	9 950	9 961	0,1

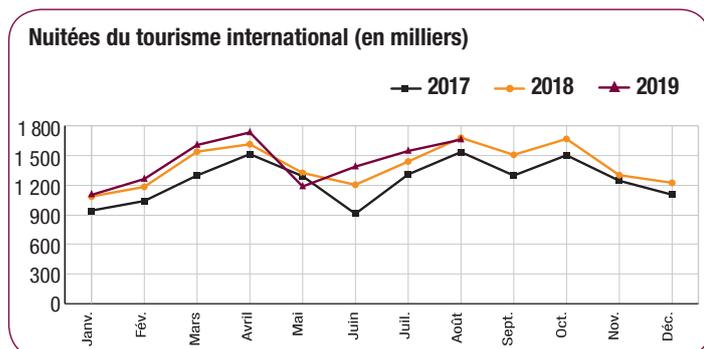
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation au mois de janvier		
	2019	2020	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	1 588	1 746	9,9
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	1 109	1 180	6,3

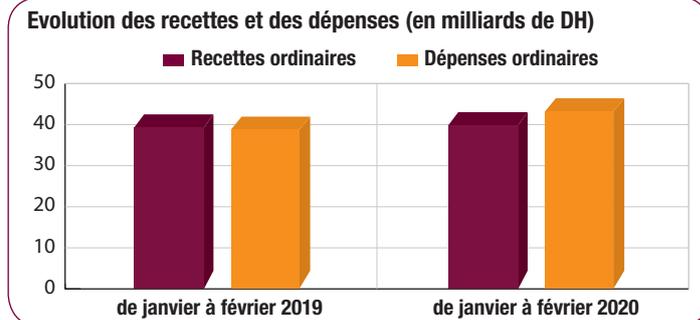
Source : Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Février		
	2019 ^R	2020*	VAR.%
Recettes ordinaires	39 263	39 799	1,4
Dépenses ordinaires	38 721	43 184	11,5
Dettes publiques	4 124	4 309	4,5
Investissement	16 464	15 889	- 3,5
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	6 694	7 576	
Déficit / Excédent global	- 9 228	- 11 697	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

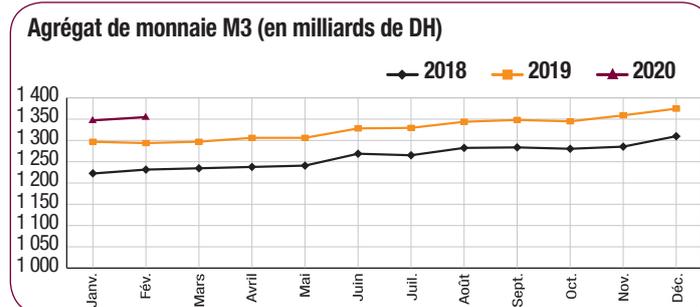


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Février		
	2019 ^R	2020*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 309 049	1 350 753	3,2
Agrégats de placements liquides	715 967	746 742	4,3
Contreparties de la monnaie⁽¹⁾	1 309 049	1 350 753	3,2
Créances sur l'économie	1 024 123	1 065 533	4,0
Créances nettes sur l'administration centrale	199 451	222 692	11,7
Réserves Internationales Nettes	227 084	241 224	6,2
Ressources à caractère non monétaire	216 926	242 013	11,6
Autres contreparties de M3	75 317	63 316	- 15,9

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation de janvier à Février		
	2019 ^R	2020*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	5 446,57	4 229,63	- 22,34
Capitalisation boursière (en millions de DH)	574 953,73	630 152,89	9,60
Indice MASI	11 350,73	12 260,94	8,02
Indice MADEX	9 221,72	10 003,77	8,48
O.P.C.V.M.	24 Janv 2019	21 Fev 2020	VAR.%
Nombre	478	483	1,0
Actif nets (en millions de DH)	470 309	481 970	2,5

OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Premier Trimestre de l'année 2020

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent qu'au premier trimestre de 2020, le moral des ménages enregistre une détérioration aussi bien par rapport au trimestre précédent que par rapport au même trimestre de l'année précédente.

L'indice de confiance des ménages (ICM) s'est ainsi établi à 75,7 points, au lieu de 77,8 points enregistrés le trimestre précédent et 79,1 points une année auparavant.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Les composantes de l'ICM portent sur la perception par les ménages de l'évolution du niveau de vie, du chômage, de l'opportunité à effectuer des achats de biens durables et de leur situation financière.

• Niveau de vie : attente d'une forte détérioration

Au premier trimestre de 2020, 42,2% des ménages déclarent une dégradation du niveau de vie au cours des 12 derniers mois, 35,4 % un maintien au même niveau et 22,4% une amélioration. Le solde d'opinion sur l'évolution passée du niveau de vie est resté négatif, à moins 19,8 points, contre moins 20 points au trimestre précédent et moins 15,0 points au même trimestre de l'année passée.

Au cours des 12 prochains mois, 28,5% des ménages s'attendent à une dégradation du niveau de vie, 47,5% à un maintien au même niveau et 23,9% à une amélioration. Le solde d'opinion relatif à cet indicateur atteint son niveau le plus bas depuis le quatrième trimestre de 2016 et s'établit à 4,6 points, en dégradation aussi bien par rapport au trimestre précédent que par rapport au même trimestre de l'année précédente où il était à moins 2,2 points et à 10 points respectivement.

• Evolution du chômage : opinion toujours pessimiste

Au premier trimestre de 2020, 79,2% contre 8,4% des ménages s'attendent à une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion est resté ainsi négatif à moins 70,8 points contre moins 71,6 points un trimestre auparavant et moins 75,6 points un an auparavant.

• Une conjoncture perçue comme peu favorable à l'achat des biens durables

Au premier trimestre de 2020, 57,2% contre 24,6% des ménages considèrent que le moment n'est pas opportun pour effectuer des achats de biens durables. Le solde d'opinion de cet indicateur est resté négatif, passant à moins 32,6 points au premier trimestre de 2020 contre moins 29,2 points le trimestre précédent et moins 36,3 points le même trimestre de l'année 2019.

• Situation financière des ménages : fort pessimisme quant à l'avenir

Au premier trimestre de 2020, 62,7% des ménages estiment que leurs revenus couvrent leurs dépenses, 32,5% déclarent s'endetter ou puiser dans

leur épargne et 4,8% affirment épargner une partie de leur revenu. Le solde d'opinion relatif à la situation financière actuelle des ménages est resté ainsi négatif, à moins 27,7 points contre moins 26,4 points le trimestre précédent et moins 28,9 points une année auparavant.

Quant à l'évolution de leur situation financière au cours des 12 derniers mois, 32,8% contre 9,9% des ménages considèrent qu'elle s'est dégradée. Cette perception reste ainsi négative, avec un solde d'opinion de moins 22,9 points contre moins 22,1 points au trimestre précédent et moins 21,2 points au même trimestre de l'année précédente.

S'agissant de l'évolution de leur situation financière au cours des 12 prochains mois, 24,9% contre 16,3% des ménages s'attendent à une amélioration de leur situation financière. Le solde d'opinion de cet indicateur atteint son niveau le plus bas depuis le premier trimestre de 2017 et s'établit à 8,5 points contre 15,9 points un trimestre auparavant et 20,7 points un an auparavant.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la conjoncture

L'enquête fournit également des données trimestrielles sur la perception des ménages relatives à d'autres aspects des conditions de vie. Il s'agit en particulier de la capacité des ménages à épargner et de l'évolution des prix des produits alimentaires.

• Perception plus pessimiste de la capacité future des ménages à épargner

Au premier trimestre de 2020, 17,1% contre 82,9% des ménages s'attendent à épargner au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion relatif à cet indicateur est resté négatif, à moins 65,8 points au lieu de moins 64,6 points au trimestre précédent et moins 63,0 points au même trimestre de l'année passée.

• Augmentation attendue des prix des produits alimentaires

Au premier trimestre de 2020, 82,9% des ménages déclarent que les prix des produits alimentaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois contre une proportion minimale des ménages (0,1%) qui ressentent leur diminution. Le solde d'opinion est ainsi resté négatif, à moins 82,8 points, après avoir été de moins 85,1 points le trimestre précédent et de moins 88,1 points une année auparavant. Au cours des 12 prochains mois, les prix des produits alimentaires devraient continuer à augmenter selon 82,8% des ménages contre 0,2 % seulement qui s'attendent à leur baisse. Le solde d'opinion est ainsi resté négatif, se situant à moins 82,6 points, au lieu de moins 82,2 points enregistrés un trimestre auparavant et moins 87,5 points une année passée.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2016				2017				2018				2019				2020
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1												
Indice de confiance des Ménages	71,6	75,7	73,8	73,5	78,2	85,8	85,5	85,9	87,3	87,3	82,5	79,8	79,1	74,9	74,8	77,8	75,7
Perspective d'évolution du nombre de chômeur	-67,7	-69,0	-70,6	-66,8	-64,9	-54,3	-59,9	-58,5	-54,5	-61,7	-65,2	-70,0	-75,6	-76,9	-71,8	-71,6	-70,8
Evolution passée du niveau de vie	-22,9	-15,2	-17,4	-17,5	-12,0	-8,2	-3,1	-3,8	-6,2	-5,4	-9,5	-13,3	-15,0	-25,4	-20,2	-20,0	-19,8
Perspective d'évolution du niveau de vie	-14,2	-7,6	-7,1	-2,4	5,7	11,1	10,5	11,5	16,6	15,0	11,9	9,0	10,0	4,7	-3,7	-2,2	-4,6
Opportunité d'achat	-40,2	-34,8	-40,5	-43,0	-40,0	-28,2	-31,5	-25,6	-27,2	-25,8	-30,2	-36,7	-36,3	-41,4	-37,7	-29,2	-32,6
Situation financière actuelle des ménages	-27,2	-23,0	-25,8	-28,7	-27,8	-25,3	-22,6	-24,4	-25,2	-24,1	-29,7	-28,4	-28,9	-30,8	-29,5	-26,4	-27,7
Evolution passée de la situation financière des ménages	-27,4	-22,8	-27,0	-33,3	-26,8	-16,6	-14,5	-16,7	-18,1	-15,2	-18,2	-20,7	-21,2	-24,2	-26,0	-22,1	-22,9
Evolution future de la situation financière des ménages	1,2	2,3	5,0	6,5	13,4	22,1	19,6	19,2	25,9	28,1	18,2	19,1	20,7	18,3	12,8	15,9	8,5
Autres soldes																	
Evolution future des prix des produits alimentaires	-79,3	-77,3	-77,9	-77,3	-77,7	-74,5	-74,0	-79,6	-82,9	-84,0	-82,1	-86,6	-87,5	-86,5	-83,3	-82,2	-82,6
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-85,5	-87,9	-87,7	-87,3	-86,8	-86,4	-82,8	-88,5	-86,7	-88,2	-88,1	-90,3	-88,1	-88,9	-83,7	-85,1	-82,8
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-69,7	-66,5	-67,9	-68,7	-64,1	-59,1	-55,7	-58,6	-54,5	-57,9	-64,6	-63,0	-63,0	-66,6	-64,4	-64,6	-65,8

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Pour plus d'informations sur les aspects méthodologiques de cette enquête, consulter le site web du HCP au www.hcp.ma

SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

en 2019

L'arrêté des comptes nationaux de l'année 2019 fait ressortir un ralentissement de la croissance de l'économie nationale se situant à 2,5% au lieu de 3,1% en 2018. Cette croissance a été tirée par la consommation finale et la demande extérieure dans le contexte d'une inflation maîtrisée et d'un allègement du besoin de financement de l'économie nationale.

Une croissance économique soutenue par les activités non agricoles

Le taux de croissance de l'économie nationale s'est établi à 2,5% en 2019 au lieu de 3,1% en 2018, sous les effets conjugués :

- de la baisse de 5,8% en volume de la valeur ajoutée du secteur agricole (non compris la pêche) après une hausse de 3,7% en 2018 ;
- et de l'augmentation de 3,8% au lieu de 2,9% une année plus tôt de la valeur ajoutée des autres secteurs d'activité non agricoles.

Avec un accroissement de 2% des impôts nets des subventions sur les produits au lieu de 4,6% l'année précédente, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), hors agriculture, est passé de 3,1% en 2018 à 3,5% en 2019.

Dans ce contexte, le PIB aux prix courants s'est accru de 3,9% en 2019 au lieu de 4,3% une année auparavant, dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 1,3% au lieu de 1,1%.

Net ralentissement de la demande intérieure

La demande intérieure, en volume, s'est accrue de 1,8% en 2019 au lieu de 4% en 2018, contribuant ainsi pour 2 points à la croissance économique nationale au lieu de 4,4 points l'année précédente.

C'est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 1,8% au lieu de 3,4% en 2018 avec une contribution à la croissance contractée à 1 point au lieu de 2 points.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques a affiché un taux de croissance de 4,7% en 2019 au lieu de 2,7% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de 0,9 point au lieu de 0,5 point.

Pour sa part, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation des stocks) a enregistré un net ralentissement de sa croissance passant de 5,8% en 2018 à 0,1% en 2019.

Contribution positive des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 0,5 point au lieu d'une contribution négative de (-1,2) point en 2018. C'est ainsi que :

- Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 5,5% au lieu de 6% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de 2,1 points au lieu de 2,2 points.
- Les importations de biens et services ont connu un ralentissement à 3,3% au lieu de 7,4%, avec une contribution négative de (-1,6) points au lieu de (-3,5) points l'année passée.

Allègement du besoin de financement

Avec une augmentation, aux prix courants, de 3,9% du PIB au lieu de 4,3% l'année passée et une baisse de 1,5% du taux d'accroissement des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d'une baisse de 16,9%, le revenu national brut disponible n'a progressé que de 3,6% en 2019 au lieu de 3,1% en 2018 pour se situer à 1203 milliards de DH.

Au total, avec un accroissement de 3,5% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 4,4% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est stabilisée à 27,8% du PIB.

L'investissement brut (FBCF et variation de stocks) a représenté 32,2% du PIB au lieu de 33,4% une année auparavant. Il est financé à hauteur de 86,4% par l'épargne nationale brute contre 83,1% en 2018. Le besoin de financement de l'économie nationale s'est ainsi allégé passant de 5,6% du PIB en 2018 à 4,4% en 2019.

Evolution des principaux agrégats

Opérations	2017	2018	2019
Croissance annuelle en % (aux prix de l'année précédente)			
Décomposition du PIB			
Produit intérieur brut (PIB)	4,2	3,1	2,5
Valeur ajoutée totale aux prix de base	4,4	3,0	2,5
Agriculture	15,2	3,7	- 5,8
Hors agriculture	2,9	2,9	3,8
Impôts sur les produits nets des subventions	3,1	4,6	2,0
Produit intérieur brut non agricole (*)	2,9	3,1	3,5
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	3,8	3,4	1,8
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	2,1	2,7	4,7
Dépenses de consommation finale des ISBL	2,1	3,2	4,3
Formation brute de capital fixe	- 0,2	1,2	1,0
Importations de biens et services	7,9	7,4	3,3
Exportations de biens et services	11,1	6,0	5,5
Aux prix courants (en millions de DH)			
Décomposition du PIB			
Produit intérieur brut	1 063 045	1 108 463	1 151 170
Valeur ajoutée totale aux prix de base	940 888	978 016	1 018 022
Agriculture	120 092	124 083	128 643
Hors agriculture	820 796	853 933	889 379
Impôts sur les produits nets des subventions	122 157	130 447	133 148
Produit intérieur brut non agricole	942 953	984 380	1 022 527
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	609 560	636 799	653 804
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	202 208	210 758	222 967
Dépenses de consommation finale des ISBL	6 007	6 175	6 538
Formation brute de capital fixe	304 200	314 734	318 567
Importations de biens et services	497 243	545 345	552 934
Exportations de biens et services	395 706	429 834	450 214
Revenu national brut disponible (RNBD)	1 126 892	1 161 510	1 203 443
Epargne nationale brute (ENB)	309 117	307 778	320 134
Besoin de financement	37 690	62 464	50 450
Quelques ratios économiques			
	En %		
PIB par habitant (en dirham)	30 502	31 473	32 348
RNBD par habitant (en dirham)	32 334	32 979	33 817
Dépenses de consommation finale des ménages/PIB	57,3	57,4	56,8
Dépenses de consommation finale des APU/PIB	19,0	19,0	19,4
Dépenses de consommation finale des ISBL/PIB	0,6	0,6	0,6
Exportations de biens et services/PIB	37,2	38,8	39,1
Importations de biens et services/PIB	46,8	49,2	48,0
Taux d'investissement (FBC/PIB)	32,6	33,4	32,2
Taux d'épargne nationale (ENB/PIB)	29,1	27,8	27,8
Besoin de financement/PIB	- 3,5	- 5,6	- 4,4

(*) Valeur ajoutée hors agriculture augmentée des impôts sur les produits nets des subventions.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



Ilot 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية للفرانكو

